

"Et ainsi naquit la monnaie européenne" dans Louvain (Décembre 2001)

Légende: En décembre 2001, quelques jours avant la mise en circulation de l'euro, le baron Alexandre Lamfalussy, ancien président de l'Institut monétaire européen (IME) et professeur émérite à l'Université catholique de Louvain (UCL), décrit dans les colonnes du mensuel Louvain les étapes successives et les difficultés dans la mise en oeuvre de l'Union économique et monétaire (UEM) en insistant, notamment, sur le rôle joué par l'IME.

Source: Louvain. décembre 2001. Louvain-la-Neuve: Fédération des Alumni UCL.

Copyright: (c) LAMFALUSSY Alexandre

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"et_ainsi_naquit_la_monnaie_europeenne"_dans_louvain_decembre_2001-fr-d9576f25-e2af-422d-893c-5bac2caac891.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Et ainsi naquit la monnaie européenne

Ce serait peut-être faire affront aux États membres de l'Union européenne de qualifier Alexandre Lamfalussy de « père de l'euro », mais on peut raisonnablement le considérer comme l'obstétricien qui l'a mis au monde. Brisant le secret médical, il raconte à *Louvain* la gestation du plus ambitieux projet monétaire jamais mené à bien.

Pouvez-vous nous rappeler quel fut votre rôle dans le processus de création de l'euro ?

Mon action s'est déroulée pour l'essentiel en deux étapes. J'ai d'abord fait partie de ce qu'on a appelé le Comité Delors. Celui-ci a été mis en place en septembre 1988 par les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne, avec pour mandat d'esquisser les étapes concrètes devant mener à la réalisation de l'Union économique et monétaire. Ses membres étaient les gouverneurs des banques centrales ainsi qu'un groupe d'experts extérieurs composé de quatre personnes. J'étais unes de celles-là. En tant que directeur général de la Banque des règlements internationaux, mon rôle a également été d'organiser les travaux du comité. Comme toutes les discussions se déroulaient à la BRI, ce sont mes collaborateurs qui assumaient le travail logistique. Le rapport du comité a été terminé en juin 1989. Il a servi de canevas au traité de Maastricht.

La deuxième partie de mon action, plus opérationnelle — et aussi plus importante —, fut d'assumer la présidence de l'Institut monétaire européen. L'IME a été conçu comme une institution provisoire qui devait précéder la mise en place de la Banque centrale européenne. Son mandat était précis : livrer une banque centrale « clé sur porte », capable de fonctionner au plus tard le 1er janvier 1999.

Comment s'est passée votre désignation ?

Il n'était pas facile de trouver quelqu'un pour cette fonction. Pour plusieurs raisons. D'abord, le Traité de Maastricht interdisait ce que ce fût un des gouverneurs en fonction. Ensuite, il était difficile de choisir quelqu'un originaire d'un des grands pays, en particulier un Français ou un Allemand. Enfin, il fallait quelqu'un qui connaisse un peu le sujet. Le choix était donc assez limité. Quand on m'a demandé d'assumer la fonction, je n'ai pas accepté tout de suite. Je trouvais que le président de l'Institut monétaire européen devait avoir la vocation de devenir le président de la Banque centrale européenne. Or j'avais 64 ans, et imaginer que, cinq ans plus tard, j'allais m'engager dans un mandat de huit ans me paraissait proche de la farce. Finalement, j'ai accepté en précisant qu'on aurait à trouver un autre président pour la BCE.

Quelles sont pour vous les principales étapes de la genèse de l'euro ?

Je dirais que la genèse de l'euro a véritablement commencé à la signature du traité de Maastricht, le 7 février 1992. Jusque là, il y avait encore des doutes quant à la réalisation de la monnaie unique. Aucun pays n'avait encore pris d'engagements clairs. Je préciserais même que l'euro n'a réellement démarré qu'après la ratification du traité par l'Allemagne, qui fut le dernier pays à le faire, en octobre 1993. La deuxième étape importante eut lieu en mai 1998, lorsque furent choisis les pays autorisés à faire partie de l'union monétaire. Il y eut enfin la véritable naissance de l'euro, le 1er janvier 1999. L'euro, à cette date, est devenue la monnaie commune et unique de l'Union économique et monétaire, l'UEM.

Et le 1er janvier 2002 ?

Le 1er janvier prochain représentera bien entendu le changement pour la grande majorité de la population. Cependant, si l'on considère l'existence légale de l'euro, c'est le 1er janvier 1999 qui est important. C'est à cette date que les taux de change ont été figés; qu'ils sont devenus des taux de conversion. Cela a eu une signification considérable : cela voulait dire que dans tous les tribunaux, en Europe et à l'extérieur, on imposait le respect du taux de conversion. Les contrats libellés en monnaies nationales étaient assimilés à des contrats en euros. Pour un économiste, à partir du moment où le taux de change est définitivement figé, inaltérable, la monnaie unique est là.

Grosso modo, on a donc créé une monnaie en six ans. Peut-on dire que c'est quelque chose d'exceptionnel ?

Il y a eu des créations d'unions monétaires dans le passé, mais cela se faisait à partir de systèmes financiers très primitifs. Ici, il s'agissait de mettre en commun des systèmes monétaires et financiers extrêmement développés et raffinés. C'est en ce sens qu'on peut dire que c'est exceptionnel, oui.

Parlez-nous des difficultés que vous avez rencontrées, et qu'on a parfois tendance à sous-estimer.

Elles furent essentiellement d'ordre technique. La principale fut de réaliser, entre fin 1993 et début 1999, la jonction des systèmes. Il fallait créer la banque centrale et choisir ses outils de politique monétaire. Or, pour faire le travail d'une banque centrale — c'est-à-dire augmenter ou diminuer la masse monétaire qu'elle crée —, il y a vingt-six façons de procéder. Et chacun peut prétendre que son système est le meilleur!

Heureusement, une certaine évolution nous conduisait vers l'open market et l'abandon de l'escompte. Ce ne fut malgré tout pas simple. L'autre grande difficulté technique a consisté à faire la jonction entre les différents systèmes de paiement nationaux. Il fallait créer l'interface informatique qui permettrait aux mouvements de liquidités de se faire de manière instantanée. Cela a posé d'énormes problèmes ! On peut encore ajouter un nombre incalculable de petits problèmes, comme celui du statut du personnel des banques centrales nationales, la forme des pièces et des billets, etc. Pour ajouter à la difficulté, nous disposions d'un laps de temps relativement court...

Qu'est-ce qui vous a permis de travailler si vite ? Les fameuses dates-butoirs ?

Ce fut l'idée de génie des rédacteurs du traité de Maastricht. Cela a permis d'obliger les sceptiques, ou ceux qui n'étaient pas très pressés, de rester dans le train. De notre côté, à l'IME, nous avons établi dès les premiers mois de 1994 ce que nous avons appelé un peu pompeusement un Master Plan. Ce plan était en réalité un compte à rebours de tout ce qu'il fallait faire, de toutes les décisions qu'il fallait prendre, pour arriver à l'union monétaire au plus tard le 1er janvier 1999. Nous avons par exemple établi que, si le dessin fondamental des billets de banque n'était pas choisi pour fin 1996, on ne serait pas prêt à temps. Chaque mois, le Conseil des gouverneurs des banques centrales, l'organe qui prenait les décisions, était confronté à plusieurs dates-butoirs.

Le fait que les décisions étaient prises par des gouverneurs de banque, et non des responsables politiques, a-t-il facilité les choses ?

Sans aucun doute. Nous avons également le grand avantage de travailler dans le cadre d'un mandat clair, défini par un traité. La difficulté venait plutôt du vote à l'unanimité. Assez naturellement, chacun avait tendance à vouloir convaincre les autres que son système était le meilleur.

Y avait-il des gouverneurs plus frileux que d'autres ? Les gouverneurs des grands pays, par exemple, avaient-ils une manière différente de voir les choses ?

C'était assez diffus. Des alliances techniques se nouaient sur certains points. Mais, vous savez, les gouverneurs de banques centrales sont des gens disciplinés. Ils savent ce qu'ils ont à faire...

Avez-vous le souvenir de décisions qui furent plus difficiles à prendre que d'autres ?

Oui, l'abandon du réescompte par exemple. Les petites banques allemandes, qui ont un poids politique plus important que les grandes dans leur pays, voyaient d'un mauvais œil l'abandon de ce système qui leur assurait un accès direct à la banque centrale. En revanche, la plupart des pays considéraient le réescompte comme de l'archéologie financière. Finalement, nous avons trouvé un système qui supprimait le réescompte mais qui permettait aux petites banques d'avoir des Repos (Repurchase agreement) spécifiques, taillés sur mesure.

Les Anglais, les Suédois et les Danois savaient qu'ils ne feraient pas partie de l'union monétaire.

Étaient-ils associés aux discussions ?

Bien sûr. Ils ont participé à toutes les décisions. Cela a d'ailleurs donné lieu à une scène assez cocasse lorsqu'il a fallu trancher la question de la forme des billets de banque. Quatorze pays sur quinze étaient en faveur de l'uniformité totale. Les seuls à être réticents étaient les Anglais, qui souhaitaient conserver un petit coin pour leur reine. Ils ont fini par se rallier aux autres en disant que, s'ils rejoignaient un jour l'union monétaire, ils reposeraient la question ...

Avant la création de la monnaie unique, l'Europe a vécu toute une série de petits pas vers la stabilité monétaire : le serpent européen, le système monétaire européen, l'Ecu ... Peut-on considérer qu'il s'agissait là des « parents de l'euro » ? Étions-nous dans le même processus ?

On se situait dans le même processus dans le sens où le système monétaire européen a appris aux banques et aux gouvernements à coopérer. Entre le SME et l'UEM, il y a cependant une différence fondamentale : l'un s'appuyait sur des mécanismes de change fixes mais ajustables, l'autre prévoit des taux de change irrévocablement figés. Entre les deux, on peut parler de rupture.

Qu'est-ce qui a fait qu'en 1992, l'Europe était mûre pour l'union monétaire ? Les hommes politiques (Delors, Mitterrand, Kohl,...) ont-ils joué un rôle prépondérant sur ce plan ?

Je dirais que plusieurs choses ont joué : l'existence du marché unique, la lutte que tous les pays menaient contre l'inflation,... On voyait bien que les politiques des États européens allaient dans le sens de la convergence. Mais il fallait aussi une conviction politique. Et là, l'association germano-française a joué un rôle déterminant, soutenue par la Belgique et les Pays-Bas.

Vous est-il arrivé, à un moment ou un autre, de penser que cela « ne marcherait pas » ? Que l'euro ne verrait pas le jour ?

Quand j'ai pris la présidence de l'Institut monétaire, je n'étais pas totalement convaincu que cela allait réussir. J'étais en revanche convaincu que ce serait difficile, que c'était un défi. Ce qui me semblait le plus difficile à surmonter, c'était les divergences des économies, et en particulier les différences entre les traditions anti-inflationnistes et pro-inflationnistes. Je n'étais pas non plus tout à fait convaincu de la volonté politique. Elle commençait à se manifester, mais je n'étais pas sûr que les hommes politiques allaient oser poursuivre jusqu'au bout. Je me demandais par exemple si les Allemands étaient vraiment prêts à abandonner leur mark. Ce n'est finalement qu'à l'automne 1995 que j'ai eu la conviction qu'on y arriverait. C'est à cette époque qu'avec le Conseil des ministres des finances, l'ECOFIN, et la Commission, nous avons mis en place le scénario de transition qui mènerait à l'arrivée de l'euro le 1er janvier 1999. Alors subitement, tous les banquiers, qui étaient encore sceptiques, ont compris qu'il était temps qu'ils se préparent. Même les journaux ont changé d'avis à ce moment-là. Je me souviens très bien de l'éditorial du *Financial Times* qui disait que, cette fois, il n'y avait plus moyen de faire marche arrière. Le scénario a été entériné au sommet de Madrid, en décembre 1995.

Et s'il fallait résumer votre rôle dans tout cela...?

Je dirais qu'il a été de forcer le conseil de l'IME à prendre des décisions. Les gouverneurs étaient des hommes de bonne volonté, mais il leur arrivait, tout comme les États qui les employaient, de ne plus y croire. Accessoirement, j'ai joué un certain rôle de relations publiques, en particulier en Allemagne, où j'ai fait d'innombrables exposés.

Il fallait en passer par là pour convaincre les Allemands ?

Les Allemands étaient effectivement réticents, mais ils commençaient à se rendre compte du danger que représentait pour eux l'instabilité du taux de change. Quand, en 1993, la lire est sortie du mécanisme de change, cela a été un choc terrible pour l'industrie bavaroise, qui était en concurrence avec les Italiens. Les Allemands se sont alors dit que, si certains commençaient à jouer la carte de la dévaluation, ils allaient être

perdants.

Si l'on vous comprend bien, l'euro a été réalisé par un petit nombre de personnes qui y croyaient sans être certaines que cela allait réussir et par un grand nombre de personnes qui étaient convaincues que cela ne marcherait pas, ou qui, en tout cas, n'étaient pas convaincues que cela marcherait. C'est incroyable !

Il ne faut pas sous-estimer le rôle de la politique. À toutes les étapes du processus, la volonté des gouvernements a été déterminante. Prenez les critères de convergence : ce sont les gouvernements qui les ont mis en place et appliqués. En réalité, il y a eu à tout moment une interaction entre le travail des gouverneurs et celui des gouvernements. Quand les ministres des finances voyaient que nous progressions et que la banque centrale se construisait, ils gagnaient en courage...

Peut-on imaginer que, plutôt que de mettre d'abord en place la convergence des économies et instaurer ensuite l'union monétaire, on ait fait l'inverse : imposer d'abord l'union monétaire, la convergence suivant naturellement ?

C'est un débat vieux de trente ans. Sans vouloir éluder la question, je crois qu'il fallait faire les deux. Qu'il fallait au moins ramener les divergences à un niveau gérable avant d'imposer la contrainte politique. Les modalités auraient pu être différentes, mais il fallait les deux éléments : une contrainte institutionnelle et une diminution des divergences.

Considérons l'avenir. Ceux qui « n'en sont pas » — l'Angleterre, le Danemark et la Suède — , les voyez-vous rejoindre rapidement l'euro ?

Rapidement, non. Aucun des trois pays n'a pour l'instant souffert d'être resté à l'écart de l'union monétaire. Certaines industries en ont pâti, mais les opinions publiques ne sont pas encore prêtes. En Angleterre, l'opposition politique interne est forte, en dépit de l'engagement déterminé du premier ministre. Je crains que ces pays ne rejoignent pas l'UEM dans l'immédiat ; à long terme, ils finiront toutefois par y entrer.

Peut-on envisager la possibilité d'un échec de l'union monétaire ?

Il n'existe aucun traité international dont on ne puisse sortir. Je vois cependant mal quel intérêt pourrait inciter un pays à quitter l'UEM. L'argument fondamental en faveur de la monnaie unique réside dans le fait que, tant que la monnaie unique n'existe pas, le marché unique ne constitue pas une réalité fondamentale. Le maintien d'unités monétaires séparées constitue une barrière à l'échange de biens et de services. L'intégration comporte des défis. Si vous enlevez la monnaie commune, vous n'arrêtez pas l'intégration; vous avez seulement une mauvaise intégration.

Est-ce que l'euro en tant que monnaie pourrait connaître un échec, c'est-à-dire ne pas s'imposer sur les marchés internationaux ?

Le principal critère qui permette de juger de l'échec ou la réussite de l'euro, c'est sa stabilité en termes de pouvoir d'achat à l'intérieur de l'Europe. Sur ce plan, je crois que la réussite est assurée. La question de savoir si l'euro va fluctuer vers le haut ou vers le bas hors du continent est secondaire. Je ne dis pas que la faiblesse actuelle de l'euro ne comporte d'inconvénients et que la BCE ne doit pas s'en préoccuper, mais cet aspect n'est pas décisif pour porter un jugement sur la réussite de l'union monétaire.

L'euro doit maintenant se faire accepter par le public. Comment cela va-t-il se passer à votre avis ?

Nous allons tous grogner pendant un mois, moi le premier. C'est normal: la transformation mentale qui nous est demandée n'est pas aisée. Je vous donne toutefois rendez-vous à la période des vacances, quand nous serons près d'un sur deux à traverser les frontières. C'est là que nous verrons les avantages de l'euro dans notre vie quotidienne.